

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Economie, social, inégalités (France) > Pauvreté (France) > **Une centaine de précaires manifestent à proximité de la conférence contre (...)**

Une centaine de précaires manifestent à proximité de la conférence contre la pauvreté

dimanche 30 décembre 2012, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 10 décembre 2012).

Une centaine de personnes se sont rassemblées, à l'appel d'associations comme le MNCP ou le DAL, lundi après-midi près du palais d'Iéna à Paris où se tenait la conférence contre la pauvreté et l'exclusion pour réclamer davantage de solidarité avec les précaires, a constaté un journaliste de l'AFP. Scandée au micro, reprise par les manifestants, une phrase résumait les revendications : « Nous voulons nos droits, ni miettes ni blabla ». Tenus par les forces de l'ordre à distance du palais d'Iéna, les manifestants ont répondu à l'appel d'associations, et notamment des mouvements de chômeurs -Mouvement des chômeurs et précaires (MNCP), AC !, CGT chômeurs, Apeis — mais aussi Attac, le DAL (droit au logement), la fondation Copernic etc.

Ils ont notamment reçu le soutien d'Olivier Besancenot (NPA) et d'Agnès Naton, directrice du magazine de la CGT. « Il y en a marre de ces vraies fausses initiatives de façade », s'est insurgé Olivier Besancenot. « Le gouvernement doit répondre à l'urgence sociale et ce n'est pas à travers les vingt milliards offerts aux entreprises qu'on avancera », a-t-il dit, en estimant que « la question sociale est en train d'être rappelée très fort au gouvernement ».

Pour Agnès Naton, « le premier droit est d'avoir accès à un emploi de qualité ». Elle a plaidé pour « des moyens d'accompagnement sociaux » contre la pauvreté et donc des moyens budgétaires. Au nom du MNCP, Virginie Gorson-Tanguy a dit espérer que « la conférence aboutisse à des mesures fortes, comme une augmentation de 250 euros de tous les minima sociaux et en priorité le RSA » notamment. Mais elle aussi a fait état d'une première « déception » : « Au début il était question que le président Hollande ouvre la conférence, ce qu'il n'a pas fait. C'est donc déjà une déception sur le plan du symbole ». « Nous voulons que la solidarité soit érigée en valeur et pas la compétitivité », a-t-elle encore affirmé.

Jean-Baptiste Eyraud, du DAL, a lui insisté sur le respect des lois existantes, « avant de mettre en place de nouvelles lois », évoquant par exemple « le droit au logement opposable ». « Aujourd'hui il est possible de réquisitionner 100.000 logements, dont 50.000 en Ile-de-France immédiatement », a-t-il dit. « Par réquisition, j'entends celle des biens de riches propriétaires privés physiques ou moraux, comme l'Église, mais aussi les biens de l'État vides », a-t-il ajouté.

PARIS, 10 déc 2012 (AFP)
